

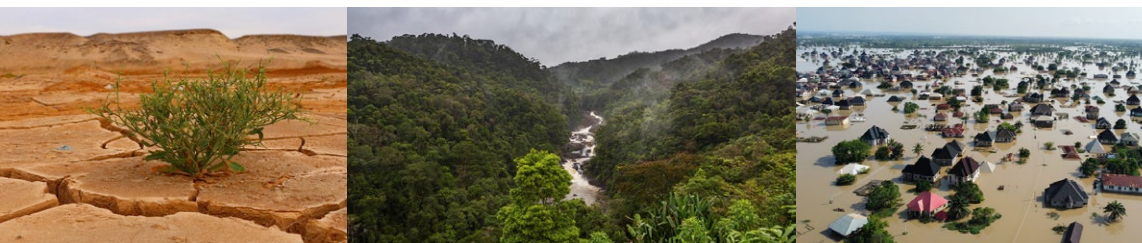


Accompagnement des transformations structurelles des pays en matière d'environnement et de climat

2024

Répondre aux enjeux de son temps

Les défis majeurs des prochaines décennies sont étroitement liés aux risques climatiques et environnementaux. Bien que tous les États et gouvernements soient concernés par ces enjeux, certains sont plus vulnérables face à la menace. C'est le cas des États et gouvernements francophones d'Afrique et des Caraïbes.



Au-delà de leur quête légitime pour le bien-être des populations, l'amélioration des infrastructures et la croissance économique, les pays africains, qui couvrent 19,4 % des terres émergées, 6,9 % des étendues océaniques, plus de 20 % des récifs coralliens et 15 % des forêts tropicales, font face à d'énormes défis environnementaux. C'est aussi le cas des petits États insulaires en développement aussi bien des Caraïbes que d'Afrique, dont l'espace marin représente la plus grande partie du territoire, sont fortement exposés aux risques climatiques comme les inondations, les sécheresses et surtout les ouragans, sous l'effet combiné de la montée du niveau de la mer et de la salinisation des terres. Les impacts socio-économiques des changements climatiques y sont considérables. **Ces États doivent redoubler d'efforts pour gérer leur développement, en préservant ou restaurant leurs écosystèmes et, dans le même temps, limiter leurs émissions de gaz à effet de serre.**

Il est donc essentiel de prendre davantage en compte les exigences propres de ces pays en matière de développement lors des négociations climatiques, afin de mieux les soutenir dans cette transition. Il est aussi capital de mettre en place des mécanismes substantiels et équitables d'accès aux ressources financières et de partage technologique, destinés à alléger les conséquences d'une telle transition. Un équilibre entre plaidoyer, renforcement de capacités, disponibilité de fonds dédiés et expertise technologique permet d'établir une base solide pour réussir la transformation des États et gouvernements vers des économies à faibles émissions de carbone, tout en renforçant leur résilience face aux défis sociaux et climatiques.

Développer la coopération au service de l'environnement et du climat

LE PROJET VISE À RENFORCER LA RÉSILIENCE DES POPULATIONS FRANCOPHONES FACE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

tout en améliorant leur autonomisation face aux défis environnementaux, économiques et sociaux qui découlent de ces bouleversements.

Il s'agit non seulement de soutenir les efforts des États et gouvernements membres de la Francophonie, mais aussi d'**accroître leur rôle et leur influence dans la prise de décisions**, au niveau mondial, sur le climat et l'environnement. L'accompagnement des États et gouvernements en développement permettra de **faciliter leur accès aux mécanismes financiers dédiés au climat et à la biodiversité**. L'OIF apporte ainsi un appui aux efforts structurels des États et gouvernements francophones, en contribuant à la mise en œuvre des trois accords universels sur l'environnement (climat, biodiversité et désertification) et des Objectifs de développement durable (ODD), plus particulièrement les ODD 12 (consommation et production responsables), 13 (climat), 14 (vie aquatique) et 15 (écosystèmes terrestres).



Axes prioritaires

Mieux impliquer les États et gouvernements membres de la Francophonie dans la gouvernance de l'environnement grâce à leur participation active aux négociations sur les enjeux environnementaux et climatiques (climat, biodiversité et désertification) et **faciliter un meilleur accès aux financements** sur le climat et la biodiversité sont les priorités du projet.



Participation aux négociations environnementales

L'accompagnement des pays francophones à une **participation active aux trois processus majeurs de négociations internationales sur l'environnement** permet de **consolider les connaissances des décideurs sur les enjeux du climat, de la biodiversité et de la désertification** pour mieux défendre les positions de leurs États et gouvernements dans les enceintes internationales et renforcer leur prédominance sur les questions environnementales.

TROIS ACTIONS PORTEUSES DÉPLOYÉES

01. Formations et outils sur les négociations

- **Formation de plus de 1000 négociatrices-négociateurs et décideuses-décideurs** tous les ans, sur les techniques de négociations et les enjeux des sessions, tout en assurant la relève à travers la formation de jeunes négociateurs.
- **Mise à disposition de trois outils d'aide** aux trois processus de négociations par an tels que des guides des négociations, des résumés pour les décideurs, une application numérique du guide et autres outils facilitant la contribution d'au moins 25 États et gouvernements accompagnés à la prise de décision internationale sur l'environnement.
- **Mise en place de 5 cadres de concertation** par an autour des enjeux prioritaires et renforcement de la présence des femmes et des jeunes dans les processus de négociations et les postes de responsabilité à ces niveaux.

02. Appui à la transformation des engagements internationaux en mesures nationales

- **Renforcement des capacités de 200 acteurs nationaux** par an issus de 20 États et gouvernements accompagnés par an à mettre à jour leurs plans d'action nationaux pour la biodiversité (SPANBs) et le climat (CDNs) à travers des cliniques favorisant le partage d'expériences entre les pays francophones et le partage d'outils.

03. Plaidoyer, visibilité et valorisation des actions francophones

- **Pavillon et ePavillon de la Francophonie** pour mettre en exergue une centaine d'initiatives sur le climat portées par les États et gouvernements membres auprès de plus de 5000 acteurs-trices de terrain.
- **Organisation de deux actions de plaidoyer, de visibilité et de concertation** par an auprès du Groupe des ambassadeurs francophones de New York, du Secrétariat des Nations Unies et d'autres parties prenantes sur l'environnement et climat afin de sensibiliser et d'informer plus de 25 États membres sur les actions et les stratégies développées par la Francophonie sur l'environnement et le climat.





Faciliter l'accès à la finance durable

Le soutien des efforts des pays francophones en développement **pour un meilleur accès à la finance durable** grâce à un dispositif d'appui technique permet de renforcer les capacités de mobilisation des financements dédiés pour la mise en œuvre d'un portefeuille de projets d'envergure sur le climat et la biodiversité portés par les États et gouvernements vulnérables aux changements climatiques et/ou dotés d'une richesse environnementale exceptionnelle.

TROIS ACTIONS PERTINENTES SOUTENUES

01. Renforcement des capacités nationales en matière d'accès à la finance durable

- **Mise en place d'un pool de 20 experts francophones** en mobilisation de ressources sur le climat et la biodiversité pour favoriser l'inclusivité de la finance durable.
- **Appui technique de 30 pays francophones en développement** pour un meilleur accès à la finance sur le climat et la biodiversité.
- **Formation et sensibilisation** de plus de 10 000 acteurs nationaux par an, y inclus les jeunes et les femmes, sur les conditions d'accès aux mécanismes de financement internationaux et régionaux sur le climat et la biodiversité, dont 200 en présentiel.

02. Développement d'un portefeuille de projets bancables sur le climat et la biodiversité

- **Mise à disposition de l'expertise technique** pour le montage de plus de 30 dossiers bancables pour faciliter la mobilisation de financements sur le climat et la biodiversité.
- **Accompagnement de l'accès aux financements** sur le climat et la biodiversité pour soutenir l'engagement écocitoyen, l'éco-innovation et l'entrepreneuriat vert des acteurs non étatiques, en particulier des jeunes, en ciblant deux démarches d'appropriation d'opportunités de financement par an.

03. Information, plaidoyer et accès aux opportunités en français

- **Développement de huit outils** d'aide et de renforcement des capacités en français sur la finance climatique et de la biodiversité (plateforme francophone sur l'accès à la finance sur le climat et la biodiversité, document de plaidoyer, cadres de concertation, etc.)
- **Conduite de quatre plaidoyers** de haut niveau pour la clarté et l'inclusivité de la finance sur le climat et la biodiversité
- **100 opportunités de finance climat et biodiversité** valorisées en français (partenariats clés, fenêtres de financement, etc.)



Financement du projet

Le projet est majoritairement financé par le Fonds multilatéral unique de l'Organisation internationale de la Francophonie. Il bénéficie également de contributions exceptionnelles de certains États et gouvernements membres (Canada, France, Monaco et Wallonie Bruxelles) et du Fonds vert pour le Climat.

ORGANISATION
INTERNATIONALE DE
la francophonie



ifdd

INSTITUT DE LA FRANCOPHONIE
POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

www.ifdd.francophonie.org
www.francophonie.org